



La France à la pointe sur la surveillance de l'antibiorésistance



Colloque interministériel « Antibiorésistance - Surveillance : des données pour l'action » - mercredi 20 novembre 2019

Des données ciblées pour orienter l'action publique

Un colloque organisé par les ministères en charge de la Santé, de la Transition écologique et de l'Agriculture s'est déroulé le 20 novembre dans le cadre de la [Semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques](#) et de la [Journée européenne d'information sur les antibiotiques](#) du 18 novembre.

Cette rencontre annuelle portait cette année sur le thème de la surveillance de l'antibiorésistance et des données nécessaires pour guider l'action publique.

La consommation massive et inappropriée des antibiotiques, aussi bien en santé humaine qu'animale favorise l'apparition de bactéries résistantes à ces médicaments et les rend donc inefficaces. De plus, leur usage contribue à augmenter leur présence dans l'environnement. C'est pourquoi la lutte contre l'antibiorésistance doit suivre une approche « One Health, Une seule santé » préconisée par les instances internationales, comme l'Organisation mondiale pour la santé (OMS).

En France, une feuille de route interministérielle pour la maîtrise de l'antibiorésistance a été lancée en novembre 2016.

Les points forts de la surveillance en France

De nombreux intervenants au colloque ont souligné la nette amélioration de la surveillance de l'antibiorésistance ces 10 dernières années en France où un grand nombre de données diverses (suivi



des prescriptions et des ventes d'antibiotiques, analyse de prévalence et d'incidence de la résistance par espèce bactérienne, par famille d'antibiotiques, par filière animale, niveaux de contamination des eaux usées et des milieux aquatiques en résidus d'antibiotiques...) sont collectées et analysées. La surveillance est un point fort en France et intègre de plus en plus l'approche « One Health », en collectant et rapprochant des données de santé humaine et animale et de l'environnement. Un énorme chantier collectif d'interprétation croisée des données de santé et d'environnement, adossé aux progrès de la connaissance scientifique, reste néanmoins à conduire.

Au niveau européen, la collecte des données permet de comparer la situation de la France par rapport à ses voisins et donne une idée de l'impact de nos politiques publiques. Au niveau international, OIE, OMS et FAO ont proposé un indicateur commun qui reste à élargir à l'environnement.

Plusieurs objectifs recherchés : des données, pour quoi faire ?

Différents intervenants ont tenu à insister sur l'importance des données pour comprendre les mécanismes complexes de l'antibiorésistance. Ils ont, à plusieurs reprises, plaidé en faveur de la recherche et des besoins importants de recherche transdisciplinaire à poursuivre, notamment dans le domaine des sciences humaines et sociales pour comprendre les comportements de prescription et de consommation, et en matière de mécanismes d'émergence et de dissémination de l'antibiorésistance dans l'environnement.

Le besoin se fait également sentir de disposer de données plus précises, plus proches du terrain, actualisées régulièrement, robustes sur le plan scientifique, à même d'aider à l'élaboration des politiques publiques et de faciliter leur évaluation.

Enfin, l'existence de données détaillées et fiables est indispensable pour convaincre les décideurs de financer l'action publique et pour mobiliser les professionnels et les citoyens en vue de changer leurs pratiques et leurs comportements.

Des exemples concrets de ce qui existe déjà

- [Géodes](#) : Santé publique France a lancé Géodes, un observatoire cartographique dynamique permettant d'accéder aux principaux indicateurs de santé notamment les données de consommation des antibiotiques en santé humaine et des résistances
- [Résapath](#) : un réseau unique en Europe. Ce réseau, coordonné par l'Anses, permet une surveillance de la résistance chez les bactéries des animaux. La qualité des données produites est le résultat d'une vigilance constante des acteurs (méthodes d'analyse, collecte et transmission des données produites, interprétation des résultats).
- [Naiades](#) : Ce portail permet d'accéder simplement aux relevés d'observation sur la qualité physicochimique des cours d'eau (dont résidus d'antibiotiques), en effectuant une recherche par aire hydrographique ou département.

Et maintenant, quelles perspectives ?



Dans le domaine de la santé animale, les données de vente qui sont collectées chaque année par l'Agence nationale du médicament vétérinaire (ANMV) permettent de calculer l'indicateur AELA, qui définit le niveau d'exposition des animaux de rente et des carnivores domestiques aux antibiotiques. Nous devons aller plus loin et être en mesure d'obtenir des informations plus précises au niveau des exploitations. C'est tout l'enjeu du projet Calypso, notamment avec l'obligation de déclaration de cession des antibiotiques par les ayants droit du médicament vétérinaire. Une étude de concept pilotée par l'association ADELIE, Phylum son assistant maître d'ouvrage et en lien avec la DGAI, a été réalisée durant les 2 dernières années, et devrait permettre une mise en développement prochaine de l'outil.

Le 4^{ème} plan national santé environnement, « mon environnement, ma santé », proposera des mesures concrètes de rapprochement des données de santé et d'environnement

Les 3 ministères et agences cherchent à construire (en lien avec le ministère de la recherche) des indicateurs communs « One Health ». Leurs efforts collectifs sur la surveillance et les données pour l'action vont continuer en ce sens.

« Une mobilisation de tous autour de cet enjeu de santé publique mondial est plus que jamais nécessaire » : tel a été le message final délivré par les représentants des trois ministères.

« Ce n'est que dans un effort collectif mais aussi grâce à une prise de conscience et un engagement de chacun d'entre nous que nous pourrions arriver à préserver l'utilité des antibiotiques, bien précieux indispensables à tous » a souligné le Directeur général de la santé, **le Pr. Salomon**.

« Les antibiotiques restent un bien commun en péril, dont il convient de restaurer ou préserver l'efficacité au même titre que le climat ou la biodiversité » a tenu à rappeler **Diane Simiu**, Commissaire générale adjointe au développement durable (ministère de la transition écologique et solidaire), lors de la clôture de la rencontre. Et **Bruno Ferreira**, Directeur général de l'alimentation (ministère de l'agriculture et de l'alimentation) a conclu par ces mots : *« Les données ont permis de prouver que si nous faisons tous partie du problème de l'antibiorésistance, nous faisons tous partie de la solution »*.

